



Pour diffusion immédiate
Le jeudi 21 août 2003

COMMUNIQUÉ

La nouvelle liste permanente d'Élections Canada contribue à diminuer le taux de participation électorale

Les modes d'inscription des électeurs devraient promouvoir et faciliter la participation de tous les citoyens : c'est un principe démocratique fondamental, affirme Jerome H. Black, auteur d'une nouvelle étude de l'IRPP.

***Institute for
Research on
Public Policy***

***Institut de
recherche
en politiques
publiques***

Montréal – Dans une étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), Jerome H. Black, professeur de science politique à l'Université McGill, affirme que le nouveau Registre national des électeurs a diminué de façon substantielle la participation électorale et a accentué les écarts de participation entre les différents groupes sociaux. Le Registre national est une nouvelle liste permanente des électeurs qui élimine la nécessité des recensements que l'on faisait autrefois à la suite de l'avis de convocation des citoyens à chaque élection.

Dans cette étude intitulée « From Enumeration to the National Register of Electors: An Account and an Evaluation », le professeur Black explique le rôle clé joué dans ce dossier par Élections Canada et par le directeur général des élections, M. Jean-Pierre Kingsley. Il affirme notamment que si Élections Canada était au centre du processus qui a mené au nouveau système, M. Kingsley, lui, en était à l'épicentre.

L'auteur soutient que la réforme a en grande partie été motivée par la volonté de prendre un « virage technologique ». Il explique que c'est à la suite du rapport du vérificateur général critiquant sévèrement la lenteur avec laquelle Élections Canada s'appropriait les nouvelles technologies que l'organisme a lancé et vigoureusement défendu le projet d'un Registre national des électeurs. Le professeur Black fait une analyse détaillée des facteurs qui ont donné lieu au changement, et affirme qu'Élections Canada et le directeur général des élections ont su tirer avantage des circonstances politiques favorables à une réforme électorale pour mettre de l'avant leur projet de liste permanente. Ils ont mis l'accent sur la faisabilité technique et économique du projet, et ont profité, pour le faire adopter, du fait qu'il était alors dans l'intérêt politique du gouvernement et des principaux partis d'opposition de le réaliser.

Le professeur Black souligne par ailleurs que les initiateurs de la réforme ont accordé peu d'attention aux conséquences d'une liste permanente sur la participation électorale. Et si aujourd'hui certains tentent de nier l'impact du Registre national sur la baisse record du taux de participation des citoyens aux élections fédérales de 2000, les données qualitatives et quantitatives recueillies par le professeur Black prouvent sans conteste le contraire. L'auteur démontre que le nouveau système a contribué à ce déclin, tout en accentuant les écarts de participation entre les différents groupes sociaux. Ce problème se

retrouve particulièrement chez les citoyens plus jeunes et moins fortunés. Ces effets négatifs, affirme M. Black, se sont surtout manifestés lors de l'élection de 2000, le premier véritable « test » du Registre national.

En conclusion, le professeur Black préconise la mise en œuvre de certaines mesures pour corriger les faiblesses du nouveau système, dont la tenue périodique d'un recensement à l'échelle du pays. Cela entraînerait bien sûr des coûts supplémentaires, admet M. Black, mais on ne peut y échapper si l'on veut véritablement faciliter la participation électorale.

«From Enumeration to the National Register of Electors : An Account and an Evaluation » est le plus récent cahier Choix à paraître dans la série *Renforcer la démocratie canadienne*. L'étude est disponible en ligne en format Adobe (.pdf) sur le site Web de l'Institut (www.irpp.org), et vous en trouverez le résumé ci-joint.

Le programme de recherche *Renforcer la démocratie canadienne* examine certaines des lacunes du système démocratique canadien et propose des réformes pour améliorer la participation publique. Il s'intéresse par le fait même aux moyens d'affermir la légitimité de notre système de gouvernement pour contrer le désengagement de plus en plus marqué de la population vis-à-vis de la politique. Pour obtenir plus de renseignements sur ce programme ou pour télécharger les études déjà parues, veuillez visiter le site Web de l'Institut.

Pour recevoir par courriel les communiqués de l'IRPP, vous n'avez qu'à vous abonner au service de distribution électronique de la salle de nouvelles sur notre site Web.

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme à but non lucratif national et indépendant qui a pour mission d'enrichir la pensée politique en stimulant la recherche, la réflexion et les débats susceptibles de contribuer au processus décisionnel et à la qualité des politiques publiques mises de l'avant par les gouvernements, les citoyens, les institutions et organismes du pays.

Pour toute précision ou demande d'entrevue, veuillez communiquer avec l'IRPP.

- 30 -

Renseignements:

James Ferrabee
Conseiller médias
IRPP

(514) 985-2461 x310
jferrabee@irpp.org
www.irpp.org